

La soupe au caillou de l'Agora



LE BULLETIN DE L'AGORA POUR UN QUÉBEC SANS PAUVRETÉ
une édition spéciale de la Soupe au caillou

Numéro 2 - 23 octobre 2002

Météo

Aujourd'hui



Température 4°C
30% de possibilité
d'averses

Demain



Température 8°C
30% de possibilité
d'averses

Agora pour un Québec sans pauvreté du 20 au 28 octobre

De belles rencontres à l'Agora

Bonjour tout le monde! Encore hier, la journée a été riche en débats et en réflexions dans les murs de l'Agora pour un Québec sans pauvreté, alors qu'on y discutait «sécurité du revenu et besoins essentiels».

Ce fut un début de journée peu banal pour les participantEs de l'Agora hier (mardi) alors qu'un groupe de personnes en situation de pauvreté ont rencontré près d'une dizaine de fonctionnaires. Une petite gang de l'Estrie (de la table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie), des membres de Rose du Nord, de l'Association pour la défense des droits sociaux et des travailleurSEs du Ministère du revenu, de la Commission des normes du travail, du Ministère des transports, de la Société d'assurance automobile du Québec purent alors échanger sur l'accès aux services publics de qualité pour les personnes en situation de pauvreté.

Cet échange fort intéressant nous permit notamment de constater que les obstacles sont souvent de part et d'autre du guichet. Les solutions, nombreuses, firent toutes consensus au sein des deux groupes. Il fut d'ailleurs décidé de rédiger un communiqué commun afin de permettre une diffusion large des résultats de la matinée, tant auprès du grand public que des parlementaires. Chacun, chacune étaient également prêtes à poursuivre le dia-



logue vers l'étape suivante... avec des décideurSEs et parlementaires... il faudra vous revenir à ce sujet...

En attendant, la journée s'est poursuivie de bien intéressante façon avec un point citoyen, le bulletin de nouvelles interactif de l'Agora et un atelier sur le barème plancher qu'anima Jean-Yves Desgagnés, du Front commun des personnes assistées sociales. Difficile effectivement de programmer une journée de réflexion sur la sécurité du revenu et les besoins essentiels sans parler du barème plancher. Encore une fois, plus d'une trentaine de personnes s'attardèrent donc à définir les besoins essentiels et à en évaluer les coûts de couverture.

On vous attend pour la suite...

Thème de ce mercredi
Nos actions citoyennes

HORAIRE

Mercredi 23 octobre

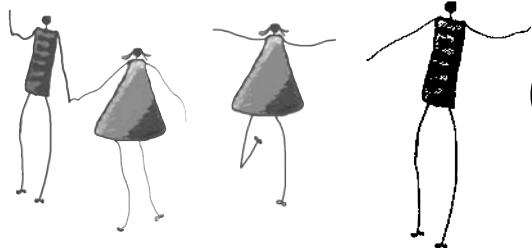
- 10:00 Invitation à participer à la mobilisation nationale du Comité aviseur de l'action communautaire autonome. Rendez-vous à 10h00 au 1085, de Salaberry pour comprendre les enjeux et à 12h30 face au Musée du Québec pour le grand rassemblement.
- 16:00 Café
- 17h00 5 à 7 sur l'action citoyenne.

Demain, jeudi 24 octobre :

- 10:00 Agora libre
- 12:00 Le point citoyen.
- 14:00 La pauvreté au travail, ça ressemble à quoi?
- 16h00 Agora libre
- 17h00 Pour en finir avec la pauvreté au travail

Plusieurs gangs sont
passées par nos murs...
Verra-t-on la vôtre?
Parlez-en autour et venez
dîner avec nous, passez
après la job...
On vous attend!

LA PAROLE DU JOUR



Il faut passer de la gestion
des ressources humaines à la
gestion humaine des ressources.

Paul Vigneault, Syndicat de la fonction
publique du Québec

Des fonctionnaires et des personnes en situation de pauvreté croisent leurs savoirs et interpellent les pouvoirs publics

"De la gestion des ressources humaines à la gestion humaine des ressources"

Québec, le mardi 22 octobre 2002 - Une trentaine de personnes en situation de pauvreté et de fonctionnaires québécois ont mis en commun leur expertise lors d'un atelier sur «Pauvreté et services publics» tenu aujourd'hui à l'Agora pour un Québec sans pauvreté.

«On a fait un pas en avant aujourd'hui, ont résumé les participant-e-s, le prochain pas doit impliquer les décideur-e-s au gouvernement et aussi les parlementaires qui font les lois». C'est pourquoi le groupe interpelle d'une seule voix le premier ministre et les membres de la commission parlementaire qui étudient le projet de loi 112 visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale : «Venez visiter l'Agora, située au parc de l'Esplanade, à Québec, à deux pas de l'Assemblée nationale, et prendre connaissance des débats qui s'y tiennent. Vous en serez plus riches.»

Cette activité était organisée par le Syndicat de la fonction publique du Québec, le groupe ROSE du Nord et le Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté. Elle a permis de réaliser que de part et d'autre des services de première ligne, les personnes qui les reçoivent et les personnes qui les donnent ont une conscience commune des problèmes et

des solutions. Il faut apprendre à y faire appel.

Les problèmes suivants ont été évoqués par les deux groupes: les



préjugés de part et d'autre, la barrière du langage qui fait qu'on ne se comprend pas bien, la complexité des règles et des procédures. Les personnes qui vivent la pauvreté font face à des situations souvent humiliantes où elles ont le fardeau de la preuve, ce qui fait qu'elles se priveront plutôt que de devoir demander et prouver. Le manque de connaissance de ses droits rend difficile de les faire valoir. Le 25 cents ou le billet d'autobus nécessaires pour placer l'appel ou se rendre sur place

sont un obstacle facilement invisible de l'autre côté du guichet. Les fonctionnaires ont fait valoir la difficulté d'être placé-e-s entre l'arbre et l'écorce et de ne pas pouvoir expliquer des décisions en raison de leur devoir de réserve. Les ratios qui leur sont imposés dans le traitement de leurs dossiers empêchent souvent un contact humain de qualité. Ils et elles remarquent que les délais sont les mêmes pour tout le monde, «mais ils sont plus graves pour les gens plus pauvres parce que la situation de crise n'est pas loin, alors le message passe moins bien».

Les solutions proposées vont dans le sens d'une meilleure communication: des publicités efficaces sur les droits réels, des journées d'échange permettant de se mettre de part et d'autre dans les souliers de l'autre et l'abolition du devoir de

réserve des fonctionnaires pour leur permettre de contribuer à l'amélioration des services publics. «Il faut passer de la gestion des ressources humaines à la gestion humaine des ressources», comme l'a exprimé un des fonctionnaires présents. Les groupes organisateurs se reverront pour voir comment donner donner suite à ces idées.

L'Agora poursuivra ses travaux jusqu'au 28 octobre à midi.

Le vox pop

Réalisé par
Andréanne Germain



La question du vox pop a été posée aux participantEs du croisement de savoirs entre fonctionnaires et personnes en situation de pauvreté, tenu le mardi 22 octobre.

Que pensez-vous de l'Agora?

Renaud Blais

(Membre de la Courtepointe)



C'est intéressant, les gens peuvent parler de ce qu'ils ont envie de parler!

Sylvie Latulippe



Je vis une période de rejet et je viens chercher beaucoup de forces ici. Je vais continuer à me battre.

Rachel Lacasse

(Personne assistée sociale et membre de l'exécutif du Collectif)



En fait, ce que j'espère, c'est une loi 112 améliorée. J'aime donc participer à cet événement.

Claude Garneau

(Adjoint aux groupes communautaires)



J'invite les gens à venir manifester mercredi et à venir discuter avec nous après la manifestation.

Lucie Grandmont

(Vice présidente du Syndicat de la fonction publique du Québec)



Je trouve que c'est une expérience unique de pouvoir associer les gens vivant une situation de pauvreté avec les gens qui ont surtout l'habitude de leur rendre des services. Les deux équipes ont donc été enrichies avec la rencontre de ce matin. Je trouve par contre dommage l'absence des parlementaires qui devraient s'intéresser davantage au sort des citoyens qui les élisent. [...] Personne n'est à l'abri de la pauvreté, il faut donc tenter de l'enrayer...

Catherine Raymond

(Militante pour le groupe Rose du Nord)



L'Agora permet un contact entre les gens en situation de pauvreté et les fonctionnaires. C'est l'occasion d'échanger sur des questions qui soulèvent beaucoup d'injustice et de mécontentement de la part d'une partie de la population qui se sent isolée et mise de côté. Ce que je trouve dommage, c'est le manque d'accès avec des gens du parlement. Je pense que l'Agora aurait été l'occasion parfaite d'établir un dialogue direct.

Paul Vigneault

(Représentant régional pour le Syndicat de la fonction publique du Québec)



Belle initiative de la part du Collectif. Ce que je déplore, c'est l'absence des parlementaires. On devrait les inciter plus fortement à y participer.

De 1998 à 2000, suite à une grande consultation populaire qui a impliqué des milliers de personnes, dont un grand nombre de personnes en situation de pauvreté, le Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté a rédigé une proposition de loi en bonne et due forme.

Le Collectif est constitué de 28 organisations communautaires, syndicales, féministes, religieuses, étudiantes et coopératives et d'un réseau actif dans 16 des 17 régions du Québec. Il est fort de l'appui de plus de 1800 organisations.

Nous vous invitons à consulter notre site internet pour en savoir plus.



Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté

C.P. 1352 Terminus, Québec (Québec), G1K 7E5

téléphone: (418) 525-0040 télécopieur: (418) 525-0740

collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca